



# Laurent Berger veut un Smic partout en Europe

Seul candidat, le secrétaire général de la CFDT devrait être élu aujourd'hui à la tête de la Confédération européenne des syndicats. Il veut peser pour une Europe plus sociale.

## Entretien

### La question sociale, c'est le parent pauvre de l'Europe ?

Il ne faut jamais oublier ce qu'on doit à l'Europe. À commencer par la paix. Quant à l'Europe sociale, on ne part pas de rien. Je pense aux réglementations européennes sur le temps de travail, la santé et la sécurité au travail avec la prévention des risques chimiques. Ou au congé parental, même si la France ne l'a pas transposé, et c'est une faute. Enfin, il faut y ajouter la révision de la directive sur les travailleurs détachés. Une négociation va aussi s'ouvrir sur le lien entre digitalisation et travail en Europe.



« Pendant dix ans, l'Europe sociale a connu une véritable traversée du désert. »

### Qu'est ce qui va mieux pour les travailleurs détachés ?

À travail égal salaire égal, c'est désormais cette règle qui s'applique. Dans ce domaine, il y a incontestablement du mieux. C'est ce que j'ai constaté lors d'une visite des Chantiers navals de Saint-Nazaire où il y a plus de 2 000 travailleurs détachés. Sans eux, aujourd'hui, on ne sortirait pas les paquebots. On n'aurait ni la main-d'œuvre ni le savoir-faire pour les cabines par exemple. En revanche, la situation des travailleurs détachés dans le transport reste problématique car la directive ne les concerne pas.

### Comment agir en Europe ?

En créant des plateformes de revendication avec les ONG, en renforçant le dialogue social avec Business Europe, qui représente le patronat des pays européens. Ainsi, nous lançons une négociation sur la digitalisation et le travail. On agit aussi en interpellant le Parlement, la Commission et le Conseil. Nous devons également être plus visibles sur les sujets européens dans nos pays respectifs. Enfin, je pense que certaines règles doivent changer, comme l'unanimité pour décider, en matière fiscale notamment.

### Vous dites qu'on revient de loin. Pourquoi ?

Pendant dix ans, avec la Commission Barroso (qui a présidé la Commission européenne de 2004 à 2014, NDLR), l'Europe sociale a connu une véritable traversée du désert. Avec



Laurent Berger : « L'absence de justice sociale risque de mettre fin au modèle démocratique européen. »

Jean-Claude Juncker, l'actuel président de la Commission, il y a eu des progrès même s'ils sont insuffisants. L'adoption du socle européen des droits sociaux en fait partie. Même s'il n'a pas de caractère obligatoire. La création d'une Agence européenne du travail va aussi dans le bon sens.

### En quoi la création de cette agence constitue-t-elle une avancée ?

C'est une avancée parce que le contrôle du respect des droits des travailleurs partout en Europe est une exigence. Cette agence doit être un corps de contrôle en lien avec les autorités nationales et ne pas s'intéresser qu'à la question des travailleurs détachés.

### Créer un Smic européen, c'est utopique ?

Tous les pays européens n'ont pas de salaire minimum. En avoir un, ce serait déjà un progrès. Il ne s'agit pas d'avoir le même salaire minimum mais plutôt d'avancer vers une convergence salariale qui est nécessaire. Avec la Confédération européenne des syndicats, nous plaiderons pour un salaire minimum qui représenterait 60 % du salaire médian. Ce

qui n'a déjà pas été facile à obtenir. Certains collègues n'y étaient pas favorables parce qu'ils préfèrent un salaire minimum fixé par la négociation. Les syndicats sont comme les États, nous devons arriver à dépasser nos seuls intérêts nationaux.

« Nous sommes face à un monde plus dangereux qu'en 2014. »



### Quels sont les risques aujourd'hui pour l'Europe ?

Si on laisse prospérer une logique de dumping fiscal et social, d'une part, et la progression des inégalités, d'autre part, l'absence de justice sociale risque de mettre fin au modèle démocratique européen.

### Toutes ces questions pourraient-elles être réglées à l'échelle nationale ?

Nous sommes face à un monde plus dangereux qu'en 2014. À l'époque, il n'y avait ni Trump aux États-Unis, ni Bolsonaro au Brésil, ni les

nationalistes dans certains pays européens. S'y ajoutent de nouveaux enjeux liés à la transition numérique, écologique, climatique mais aussi démographique. Il faut à la fois construire de nouveaux droits et investir. L'Europe est le bon échelon pour le faire.

### L'Europe est une partie de la solution à nos problèmes ?

L'Europe est à la croisée des chemins. Nous sommes sur le fil du rasoir. J'observe un sentiment d'abandon et pas seulement en France, des tensions liées à la montée des inégalités. Toutes les enquêtes montrent qu'il y a un besoin de protection. Est-ce que l'Europe est capable d'y répondre en s'appuyant sur ses valeurs. Je pense que oui. On a besoin de revivifier le dialogue social à l'échelle européenne. La Confédération européenne des syndicats peut y contribuer. C'est la première force de la société civile avec 45 millions d'adhérents. Mais nous devons être plus proches des attentes des travailleurs. Plus concrets aussi. Une Europe juste ne peut se faire sans les travailleurs.